

L'avenir de la liberté : La démocratie dans la mondialisation
de Jean-Marie Guéhenno, Paris, Flammarion, 1999, 222 p.

Philip Resnick

Volume 20, numéro 1, 2001

Enjeux contemporains du républicanisme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040258ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040258ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Resnick, P. (2001). Compte rendu de [*L'avenir de la liberté : La démocratie dans la mondialisation* de Jean-Marie Guéhenno, Paris, Flammarion, 1999, 222 p.] *Politique et Sociétés*, 20(1), 167–169. <https://doi.org/10.7202/040258ar>

L'avenir de la liberté: La démocratie dans la mondialisation

de Jean-Marie Guéhenno, Paris, Flammarion, 1999, 222 p.

Encore un livre sur la démocratie, dira le lecteur. Chaque année doit apporter ses moissons de quelques milliers d'ouvrages traitant de la démocratie – sur le plan théorique, sur le plan pratique, dans le cadre des différents pays et des différentes régions du monde. Alors pourquoi se pencher sur cette étude de Jean-Marie Guéhenno?

Parce qu'il s'agit d'une série de réflexions fort intelligentes sur les forces de la mondialisation qui sont en train de bouleverser les bases mêmes de nos institutions politiques. Parce qu'en plus l'auteur se livre à des réflexions non moins intelligentes sur l'attrait et les limites de la concurrence comme valeur universelle. Et enfin, parce qu'en bon Européen, l'auteur essaie à sa façon de repenser la vieille distinction entre la liberté des Anciens et celle des Modernes, en prenant comme référence la culture politique américaine, plutôt toquevillienne, et la culture politique européenne - ou faut-il dire française? – plutôt rousseauiste.

Il y a beaucoup de bon sens dans les propos de l'auteur. «La politique demeure la condition du marché», lance-t-il à ceux qui à notre époque font

du marché un passe-partout. Par contre, il rappelle aux nostalgiques de l'État souverain que « L'État reste un acteur important, mais il doit chaque jour justifier humblement, à côté d'autres acteurs qui lui font concurrence, son utilité ».

Pour l'auteur, la distinction entre l'intérêt privé et l'intérêt public ne se situe plus entre instances publiques et privées comme telles ; elle s'établit souvent à l'intérieur des organismes dits privés, tels que les entreprises. De la même façon, la diffusion du savoir a coupé court au monopole historique du pouvoir politique en ouvrant les portes à un modèle de société moins hiérarchique que dans le passé.

Est-ce donc le moment de fêter l'arrivée des communautés virtuelles qui semblent se constituer sur l'Internet? Pas tout à fait, car la disparition du lien territorial traditionnel pourrait s'accompagner de nouvelles inégalités, de l'absence de tout espace public commun, en faveur de communautés particulières qui rappellent davantage Sparte qu'Athènes.

Dans la dernière partie du livre, l'auteur oppose le modèle américain avec sa méfiance envers tout modèle d'État idéalisé au modèle européen avec ses communautés de mémoire. Le choix individuel joue un rôle essentiel dans le modèle américain, même si le lien associatif compte beaucoup. Le modèle européen, plus aristocratique, de par son passé, devient à sa façon plus ouvert aux choix individuels et concurrentiels.

Y a-t-il une convergence entre ces deux modèles politiques ? Pas tout à fait. Le modèle américain est moins tourné vers le passé, plus attentif à l'évolution de la démocratie. Le modèle européen, malgré toutes les ambiguïtés de la construction européenne, reste fortement imprégné des valeurs du passé ; en tentant d'aborder les problèmes de la mondialisation, les paliers institutionnels y trouvent leur place.

Pour l'auteur, le défi consiste à trouver un juste équilibre entre la mémoire et le contrat, entre la communauté héritée et la communauté de choix. Il se situe, pour ainsi dire, quelque part en « mi-Atlantique », entre le vieux continent et le nouveau.

Au crédit de l'auteur, je noterai la largesse de ses horizons. Il n'est pas excessivement « hexagonaliste » – c'est-à-dire français – dans ses analyses. Au contraire, à plusieurs moments il reconnaît toute l'originalité du modèle américain et son attrait pour la grande majorité des sociétés du Sud face aux défis de la modernité.

Il prend au sérieux la liberté individuelle et le dynamisme du marché, mais sans en faire des fétiches. Il reconnaît l'importance de la solidarité au sein de nos sociétés, mais sans reprendre à son compte les vieilles chicanes entre la droite et la gauche, passablement dépassées au début d'un nouveau siècle. Il cherche à conserver une partie de l'héritage du passé, tout en acceptant les changements qu'impose un modèle plus universel de démocratie.

Est-ce là un livre absolument convaincant ? Le style est nuancé, pondéré, et n'arrive pas toujours à susciter l'adhésion du lecteur. À force de chercher à ménager Tocqueville et Rousseau, on risque de se trouver entre deux chaises.

C'est un livre dont le ton modéré pourrait trouver de l'appui du côté de ces princes qui nous gouvernent, c'est-à-dire les technocrates du savoir, du pouvoir et de l'argent. Mais la réception risque d'être moins positive de la part de ceux et celles qui se sentent négligés par le pouvoir en place.

Il n'est pas question d'aborder directement le déficit démocratique dans cet ouvrage. Et pourtant pour beaucoup d'êtres humains – surtout dans les pays du Sud, mais souvent dans les pays du Nord aussi – la mondialisation ne va pas de pair avec la démocratie, tout au contraire. Et on retrouve la même réaction dans l'opinion publique européenne face à la construction de l'Europe.

La mentalité d'un bon nombre de nos concitoyens est beaucoup plus territoriale, nationale, que mondiale. Pour eux, le rapport entre démocratie et mondialisation évoque quelque chose de conflictuel et non d'harmonieux. C'est un des grands défis de ce tournant du siècle et, malgré certaines pages éclairantes, je ne suis pas convaincu que J.-M. Guéhenno l'a relevé dans cet ouvrage. C'est un bon début de réflexion qu'il nous propose donc, mais qui doit être complété par les analyses de Manuel Castells, David Held, Susan Strange, et bien d'autres qui réfléchissent sur les problèmes de la mondialisation.

Philip Resnick
University of British Columbia